

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Chemin de la carrière
66220 Lesquerde

Réf : 2025-044-PR

Code AIOT : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 sur la carrière souterraine exploitée par la société BOURNET GYPSE implantée Camp d'En Carri sur la commune de Lesquerde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, qui prévoit une visite annuelle de cette carrière classée prioritaire.

Le thème choisi est le plan sécurité incendie avec la réalisation d'un exercice inopiné, le personnel de la carrière n'ayant été informé ni de la date de l'inspection ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- CHE DE LA CARRIERE 66220 LESQUERDE
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bournet Gypse exploite une carrière souterraine de Gypse ouverte de façon artisanale vers 1925. Le gypse était à l'origine extrait pour la fabrication du plâtre ; il est utilisé aujourd'hui essentiellement dans la fabrication du ciment dans lequel il joue un rôle de retardateur de prise. La production annuelle est de l'ordre de 50.000 tonnes.

Le mode d'exploitation est celui dit des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ».

Sur la partie nord (par rapport à la RD19) il est prévu d'exploiter 10 niveaux et sur la partie sud il est prévu d'exploiter 6 niveaux.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'explosifs, transportés par tombereau jusqu'à une installation de broyage située à proximité de l'entrée, dans les anciens travaux.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de LESQUERDE a été renouvelée pour 30 ans et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30/01/18 qui constitue l'acte administratif de référence.

Le groupe Lafarge a acquis l'ensemble des parts de cette carrière au 31/08/2022, en suivant la dénomination sociale a été modifiée et est devenue « Bournet Gypse ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Plan de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.71	Avec suites, Demande d'action corrective
2	Contrôle de la stabilité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle l'inspection des installations classées n'a pas relevé d'écart réglementaire nécessitant la réalisation d'actions correctives.

Des observations ont été formulées qui devront être prises en compte par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p>
Constats du 06/03/2025 : <p>L'exploitant présente le plan de sécurité incendie de la carrière souterraine de Lesquerde daté de décembre 2024 (version 2), établi en application de l'article 7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2018.</p> <p>Le plan de sécurité identifie les activités et équipements qui constituent les principaux facteurs de risque de départ de feu au sein de l'exploitation à savoir les engins, l'installation de concassage fixe, les installations électriques, le stockage de carburant et d'huiles.</p> <p>Le plan de sécurité rappelle que compte tenu du caractère confiné des lieux d'activité un incendie est susceptible d'affecter la qualité de l'air ambiant locale en rendant l'atmosphère irrespirable et de rapidement propager cette atmosphère irrespirable et cette chaleur à travers la carrière par diffusion, convection thermique et en suivant la circulation d'air.</p> <p>De ce fait l'organisation privilégie l'évacuation rapide de l'ensemble du personnel vers les 2 issues de la carrière et vers l'issue de secours pour la zone de l'installation de concassage.</p> <p>Le plan prévoit que chaque personnel de la carrière est équipé d'un appareil auto-sauveteur de capacité 15 minutes et d'une lampe individuelle.</p> <p>Au cours de la visite, l'inspection a déclenché un exercice d'application du plan de sécurité, dont le scénario n'était pas connu de l'exploitant.</p> <p>Le personnel en carrière n'était pas informé de l'exercice qui a eu lieu de manière inopinée.</p> <p>Le jour de la visite il y avait 4 agents sur la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none">• un conducteur du chargeur au niveau 270, quartier sud ;• un conducteur du tombereau qui faisait la navette entre le chargeur au niveau 270 et le carrefour M9 du niveau 306 du quartier nord, en cours de remblayage• un conducteur du mini-chargeur Bobcat au 306 en nettoyage après tir.• le chef de carrière au bureau. <p>Au préalable l'inspection a précisé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention « exercice, exercice, exercice » à mentionner lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, etc.).</p> <p>Le déroulé a été le suivant :</p> <p>Un inspecteur DREAL se rend sur la carrière accompagné par le chef de carrière.</p> <p>09h55 : arrivé au poste de chargement camions, le chef de carrière se rend compte que son véhicule a pris feu. Il prend la décision d'abandonner le véhicule et de se rendre au point de rassemblement sud à pied accompagné de l'inspecteur DREAL.</p> <p>09h56 : le conducteur du tombereau arrive sur les lieux, l'incendie est simulé par un fumigène,</p>

le véhicule en feu bloc le passage, les observateurs ne sont pas visibles. Il arrête son véhicule et attend. Les Fumées montent au plafond et s'orientent vers le quartier nord.

09h58 : le conducteur prend la décision de descendre de son véhicule et de sortir de la carrière, à pied, par la sortie sud.

10h00 : le chef de carrière appelle les pompiers (18) pour signaler l'incendie.

10h03 : le conducteur du tombereau revient sur les lieux à pied. Les observateurs prennent contact avec le chauffeur. Il s'avère qu'il n'a pas été jusqu'au point de rassemblement, a cherché à contacter le chef de carrière par téléphone qui n'a pas répondu et avait vu qu'il s'agissait d'une simulation. Les observateurs confirment que le véhicule est toujours en feu. Le conducteur ressort de la carrière et se rend au point de rassemblement et rejoint le chef de carrière et l'inspecteur DREAL.

10h15 : le chauffeur du chargeur ne voyant plus le tombereau, quitte son poste de travail et arrive sur les lieux. Le tombereau bloque la piste de sortie. Le fumigène étant éteint, les observateurs indiquent au chauffeur qu'il y a un véhicule en feu avec dégagement de fumées. Le passage étant bloqué, le conducteur du chargeur prend la décision de retourner s'abriter au fond de la carrière.

10h17 : arrêt de l'exercice.

Observations formulées à la suite de l'exercice :

- x alerte : le plan de secours ne comprend pas de fiche réflexe précisant qui doit donner l'alerte, le message d'alerte et les numéros à appeler ;
- x la réaction des conducteurs du tombereau et du chargeur ont été conformes au plan de secours :
 - ✓ le conducteur de tombereau a évacué la carrière, à pied, le tombereau étant bloqué (à noter toutefois que l'évacuation n'a pas été immédiate) ;
 - ✓ le chauffeur du chargeur qui ne pouvait plus passer compte tenu de l'ampleur de l'incendie a fait demi-tour et s'est éloigné du foyer et des zones de propagation des fumées ;
- x le chauffeur du tombereau aurait dû aller jusqu'au point de rassemblement et ne pas retourner dans la carrière ;
- x le plan de secours prévoit 2 points de rassemblement, au niveau des accès nord et sud éloignés d'environ 600 m l'un de l'autre. En l'absence de communication l'inspection considère que cela ne facilite pas le comptage des agents.
- x La carrière comprend également 2 moyens d'enregistrement des personnes, un par système de badge pour le personnel, les visiteurs et les entreprises extérieures à l'entrée principale nord, un par registre, pour l'enregistrement des camions de chargement de gypse au niveau de l'entrée sud. L'inspection considère que les 2 moyens d'enregistrement à 2 endroits différents ne facilitent pas non plus le comptage du personnel au point de rassemblement ;
- x le plan de secours doit préciser comment est réalisé le comptage ;
- x pendant la durée de l'exercice le chauffeur du mini-chargeur au 306 n'a pas visualisé les fumées et ne s'est donc pas rendu compte de l'exercice. Le plan de secours ne prévoit pas d'action particulière pour aller rechercher ce personnel. Le plan de secours doit préciser la conduite à tenir s'il manque des personnes lors du comptage ;
- x le plan de secours doit prévoir les conditions d'accueil des secours externes ;
- x le plan de secours doit comprendre un plan positionnant les éléments utiles : points de rassemblement, entrées et sortie de secours, extincteurs, masque auto sauveteur...
- x le plan de secours doit préciser la liste de diffusion.

<p>Au cours de la visite l'inspection a vérifié par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les appareils auto-sauveteurs ont fait l'objet d'une vérification par le fournisseur datée de moins d'un an (vérification datée du 06/01/2025) ; • la présence des flèches apposées sur les parois, des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) indiquant l'itinéraire à suivre, du panneau d'information réaction en cas d'incendie au niveau de la zone de chargement des camions. <p>L'exploitant confirme que le plan de secours sera entièrement mis à jour une fois le matériel (radio et container) en place. Le plan de secours mis à jour devra être adressé à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle de la stabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Principe d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est conduite selon la technique des chambres et piliers abandonnés en étages superposés conformément aux données du dossier de demande.</p> <p>Le dimensionnement des piliers, (entraxe Est-Ouest, largeur et longueur), est défini en fonction de la hauteur de recouvrement des terrains pour que la stabilité soit assurée conformément au tableau ci-après : [...]</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de suivis et de contrôle afin de garantir la superposition des galerie et piliers.</p> <p>Le toit des galeries devra présenter une forme en voûte, les galeries sont régulièrement purgées.</p>
<p>Constats du 06/03/2025 :</p> <p>Suite à la dernière vérification annuelle de novembre 2024, le cabinet Géolithe recommande de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser des travaux de purge généralisés ; • Réaliser le suivi trimestriel de fissures longitudinales importantes (par extensomètre par exemple) voire de conforter ces zones (N336 et N326) ; • Conforter les zones dont l'épaisseur des planches est inférieure au dimensionnement en particulier celles où des instabilités réduisent encore davantage cette épaisseur (N336, N326, N316) ; • Sécuriser des masses instables par boulonnage aux niveaux des installations, de l'accès principal Sud et des issues de secours ; • Assurer un suivi visuel des piliers montrant une forte fracturation ou des signes d'excès de contraintes (N316, N296, S290, S280, S270) ; • Gérer les eaux d'écoulements et de résurgences (S304 et S290) pour limiter la dégradation de la roche. <p>L'exploitant présente la consigne d'exploitation HSE-102 qui reprend les recommandations qui ressortent du diagnostic de stabilité réalisé par le cabinet Géolithe sur 2023/2024.</p> <p>Cette consigne définit :</p>

- les parties de la carrière interdites et bloquées par des blocs et un panneau ;
- les conditions de stationnement des engins ;
- l'interdiction d'accès aux niveaux 296 et 316 nord ;
- les restrictions d'accès à la côte 306 nord ;
- les restrictions d'accès aux montages M9 et M13 sur les plafonds 316 et 306.

Au cours de la visite l'inspection a visualisé :

- le registre ouvert pour reporter le suivi des purges après les tirs de mines ;
- le registre utilisé pour reporter les opérations spécifiques de purge basées sur l'observation des blocs, écailles, matériel au sol ou potentielles fragilités visuelles a été consulté ;
- par sondage les moyens d'interdiction d'accès aux parties de la carrière interdites.

Observation formulée à la suite de l'inspection du 06/03/2025 :

L'exploitant doit mettre en place un document permettant d'assurer la traçabilité des décisions retenues pour répondre à l'intégralité des recommandations de l'organisme de contrôle de la stabilité de la carrière, précisant la planification des travaux et confirmant leur réalisation.